

## GRÈVE DES ENSEIGNANTS À TIZI-OUZOU

# Le mouvement continue

**Eclipsé par la bataille algéro-égyptinne autour de la qualification au Mondial 2010, le front social regagne la première place de l'actualité rappelant les pouvoirs publics aux réalités amères.**

La grève des enseignants des cycles secondaire et moyen, rejoints ces derniers jours par ceux du primaire, est à sa 3<sup>e</sup> semaine, rien n'indique, en attendant les réunions des conseils nationaux du Cnapest et de l'Unpef qu'elle ne débordera pas sur la 4<sup>e</sup> semaine selon les porte- parole desdits syndicats à Tizi-Ouzou.

Ces deux syndicats autonomes l'ont clairement laissé entendre au cours d'un sit-in commun organisé dans la matinée de lundi 23 novembre devant la direction de l'éducation, en appelant à la poursuite de la grève jusqu'à ce que leurs conseils nationaux en décident autrement. Il y a encore beaucoup de brouillard et d'omissions dans les réponses du ministre de tutelle aux revendications des syndicats, il y a même du bluff et des manoeuvres visant à disloquer le mouvement. C'est le cas notamment du président de la fédération des parents d'élèves qui ne représente pas les grévistes et n'aurait même plus d'enfant scolarisé selon les syndicalistes ; c'est le cas également de l'académie, de quelques directeurs

d'établissement, des inspecteurs qui tentent de casser le mouvement sans parler des déclarations du ministre de tutelle, affirment les représentants des deux syndicats. Les menaces, les intimidations, les pressions de toutes sortes n'auront pas raison

de la détermination des grévistes à arracher leurs droits légitimes, soulignent les intervenants au meeting devant la direction de l'éducation.

Il faut dire que le sit-in est une démonstration de force et une réponse cinglante aux propos du DE sur la faible représentativité des syndicats organisateurs du mouvement de protestation, ils étaient des milliers à répondre à l'appel et à

applaudir chaleureusement les propos des représentants du Cnapest et de l'Unpef énumérant dans le détail les problèmes socioprofessionnels auxquels se heurtent les différentes catégories de l'éducation nationale.

Le mouvement de grève drainerait 80% du corps enseignant du secondaire et du moyen rejoint par un nombre de plus en plus grand

d'établissements du primaire en dépit des menaces et des intimidations dénoncées énergiquement au cours du sit-in. Celui ci a débuté à 10 h précises comme prévu et s'est poursuivi jusqu'à 11h40 avec environ 5 000 à 7 000 participants, selon diverses estimations, déterminés à aller jusqu'au bout.

B . T.

## Les syndicats réclament l'abrogation du décret 94/158

**Le dossier du régime indemnitaire est à peine ouvert, il ne se limite pas aux primes pédagogique et de rendement comme tente de le faire croire la tutelle, souligne-t-on en marge du meeting.**

«Nous sommes à la phase du dialogue et pas encore au stade de la négociation», rappellent les intervenants au sit-in pour marquer le chemin qui reste à parcourir et désamorcer les tentatives de dévoiement du mouvement. A propos des œuvres sociales, les syndicats réclament l'abrogation du décret 94/158 par lequel le pouvoir confie la gestion des œuvres sociales à l'UGTA ; les œuvres sociales, évaluées à 6 milliards de centimes appartiennent à tous le travailleurs de l'éducation, tous les cotisants doivent pouvoir en bénéficier quelle que soit leur appartenance syndicale ou non-

appartenance. Il ne s'agit pas d'enlever leur gestion à ce syndicat pour la confier à un autre ou à plusieurs autres mais de mettre un terme à leur utilisation discriminatoire et à leur dilapidation en confiant la gestion à des personnes compétentes et intègres. Les syndicats n'ont pas pour vocation de gérer, déclare-t-on en substance. Les intervenants citeront, par ailleurs, motivant leur demande relative à l'institution de la demande d'une médecine du travail de nombreux exemples d'enseignants tombés malades, jetés à la rue au terme de plusieurs années de travail. Ce qui précède n'est, au demeurant, qu'une partie des revendications des syndicats autonomes, il y a tout un ensemble de demandes, occultées par la tutelle, qui concernent les contractuels, les vacataires, les adjoints de l'éducation, les corps

communs, le régime de retraite... Autant dire, à ce niveau, le fossé qui sépare encore l'administration des syndicats ne peut pas être comblé par l'offensive médiatique des services du ministère.

Le communiqué du gouvernement en date du 15 novembre et celui du ministère de l'Education distribués au niveau des établissements scolaires et des inspecteurs de l'éducation ne semblent pas répondre à l'ensemble des soucis exprimés par les syndicats autonomes pour provoquer la reprise du travail souhaitée y compris par les grévistes. Seules de véritables négociations avec les syndications concernés sont en mesure de mettre un terme au conflit, affirment les représentants du Cnapest et de l'Unpef de Tizi-Ouzou.

B. T.

# La guerre médiatique se poursuit

**La guerre médiatique se poursuit entre les syndicats autonomes et l'administration, une bataille des chiffres sur le taux de suivi de la grève et sur la disponibilité du gouvernement à prendre en charge les revendications socioprofessionnelles des enseignants se livre, des deux côtés, à travers les médiats.**

L'information qui ne parviendrait pas au niveau de la base serait à l'origine de la poursuite de la grève, selon le DE de Tizi-Ouzou qui situe, par ailleurs, au cours d'un point presse organisé dimanche dernier à sa direction, la moyenne générale de suivi du mouvement autour de 20 à 23% avec des variations notables d'un cycle à l'autre et de la 1<sup>ère</sup> à la 3<sup>e</sup> semaine. Elle atteint, selon lui, 28% dans le secondaire où, pourtant, l'implantation des syndicats autonomes est quasi exclusive, 23,46% dans le moyen partagé entre les 3 syndicats (UGTA, Cnapest, Unpef) actifs dans

la wilaya sur 5 au niveau national et seulement 9% dans le primaire contrôlé par l'UGTA.

Cet état de la situation n'a pas connu d'augmentation notable au cours des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> semaines, d'après le conférencier qui semble prendre dans ses calculs l'ensemble des personnels du secteur de l'éducation pour dévaloriser l'impact de l'appel à la grève des syndicats autonomes. A l'entendre, le taux de suivi ne serait même l'expression exacte de leur représentativité, largement inférieure, mais seulement le signe de l'approbation des revendications essentielles.

La conférence de presse du DE aura été pour le reste une répercussion de la déclaration, la veille, du ministre de l'Education sur les décisions du gouvernement visant la prise en charge, avec effet rétroactif du 1<sup>er</sup> janvier 2008, de toutes les primes et indemnités entrant dans la composition du salaire. Des propositions sur le régime indemnitaire seront élaborées dans les plus brefs délais dans le cadre d'une commission mixte ministère et syndicats.

Les œuvres sociales qui constituent le 2<sup>e</sup> point de discorde fera l'objet d'une large consultation entre les parties concernées par ce dossier épineux. La représentativité réelle constituera le point de repère fondamental à partir duquel on examinera l'hypothèse d'une participation proportionnelle, au-

delà de 20 %, à gestion et celle de la gestion par la majorité selon les explications du conférencier.

La médecine du travail, autre revendication cruciale pourtant réglée par la législation du travail, ferait également l'objet d'un accord de principe, une commission de tous les partenaires concernés examinera les modalités techniques et pratiques, médicales et sociales, de la question, indique encore le DE, précisant, par ailleurs, que le paiement des journées de grève est conditionné par un engagement personnel écrit de rattrapage du programme scolaire ; dans le cas contraire, les retenues seront opérées, souligne le DE, rappelant les stipulations de la loi en la matière.

B . T

### RECHERCHE SCIENTIFIQUE À BOUMERDÈS

## Les Magrébins se penchent sur leurs argiles

**La faculté des sciences de l'ingénieur FSI de l'université M'hamed-Bougara de Boumerdès abrite, du 23 au 25 de ce mois, le troisième symposium maghrébin sur les argiles (SMA III 2009).**

Des chercheurs des trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) et de France présenteront quelques indications sur leurs travaux de recherche. Le comité scientifique que préside M<sup>me</sup> Chemani de la faculté des sciences de l'ingénieur a programmé pas moins de 60 interventions. Faut-il rappeler que l'argile est l'un des premiers matériaux que l'humain a utilisé dans la vie de tous les jours. A l'heure actuelle, l'argile est impliquée dans plusieurs secteurs d'activité, notamment le génie civil et la

construction, l'agriculture et l'agroalimentaire, les mines, les hydrocarbures, la pharmacologie... On connaît l'utilisation des argiles dans le processus de production des céramiques. La nécessité de la performance industrielle et le développement a poussé les chercheurs à ouvrir des pistes dans le domaine technologique pour mieux maîtriser les argiles. La néo céramique, explique M<sup>me</sup> Chemani, organisatrice de ce symposium, a fait son apparition pour combler des besoins dans les secteurs de pointe. Les chercheurs dans le monde de l'industrie ont alors mis en place la nanotechnologie, la nanocomposite. L'obligation de produire selon les normes écologiques impose également la maîtrise de la technologie des nanos. Il est

certain que les pays maghrébins ont chacun un capital expérience dans le domaine des argiles qu'il peuvent mettre à contribution pour consolider leur coopération dans ce domaine. Questionnée sur le niveau de la recherche dans ce domaine en Algérie, M<sup>me</sup> Chemani estime que les équipements existent mais qu'ils ne sont pas rentabilisés au mieux. «C'est aberrant de constater que des laboratoires ferment à 16h. Les expériences de recherches ne s'arrêtent normalement jamais. Je pense qu'il manque la motivation aux chercheurs. Quand ils constatent que leurs collègues des pays voisins sont payés 7 fois plus qu'eux, ils sont, par conséquent, démoralisés», dira-t-elle amèrement.

Abachi L.

### MOSTAGANEM

#### Démantèlement d'un réseau de vol de voitures

Les statistiques de la gendarmerie montrent une hausse de vols de véhicules cette année.

Ainsi, un réseau composé de 3 individus activement recherchés sur tout le territoire, spécialisé dans le trafic et le vol de véhicules de tourisme, a été démantelé par les éléments de la gendarmerie relevant du groupement de Mostaganem.

Suite à des informations parvenues à la GN, et après plusieurs jours d'investigations et filatures, 3 malfaiteurs ont été arrêtés sur la RN17, dans les chemins des Crêtes, dans un véhicule volé de marque Hyundai Accent. De faux documents, cartes grises et récépissés de dépôt d'acquisition de voitures d'occasion ont été découverts dans la boîte à gants. Les malfaiteurs originaires de la wilaya de Chlef ont reconnu être les auteurs d'une quinzaine de vols d'automobiles qui ont été écoulées dans la wilaya.

Les mis en cause ont été présentés le 22 novembre devant le magistrat instructeur qui a notifié leur mise en détention préventive.

A. Bensadok